

Installation des immigrants en dehors des « grands centres » : le cas de la Belgique

Altay Manço
Une étude de l'IRFAM
Liège 2009

Introduction

L'objet de cette contribution est de proposer une réflexion conceptuelle à partir des diverses définitions et illustrations autour des phénomènes liés à l'immigration en dehors des grands centres urbains en Belgique francophone et quelques autres régions limitrophes :

- immigrations en milieux ruraux ou semi-ruraux
- immigrations dans des zones peu habituées au phénomène
- etc.

Il s'agit de :

- identifier les types de flux et de localités impliqués
- apprécier l'impact local de ces phénomènes, ainsi que les problématiques générées
- apprécier les implications sur les populations concernées, autochtones, migrantes et issues des migrations
- mesurer les enjeux en matière d'action sociale et politique
- mesurer les potentialités de ces phénomènes en termes de développement local, de cohésion sociale, de relations transnationales, etc.
- dégager les ressemblances et les spécificités de ces phénomènes locaux et relativement nouveaux par rapport à ce qui est connu en général sur les phénomènes migratoires dans les « grands centres » urbains des pays industrialisés
- exploiter les possibilités de la comparaison internationale en ce domaine et tracer des perspectives nouvelles en termes de recherches et d'applications.

Définitions

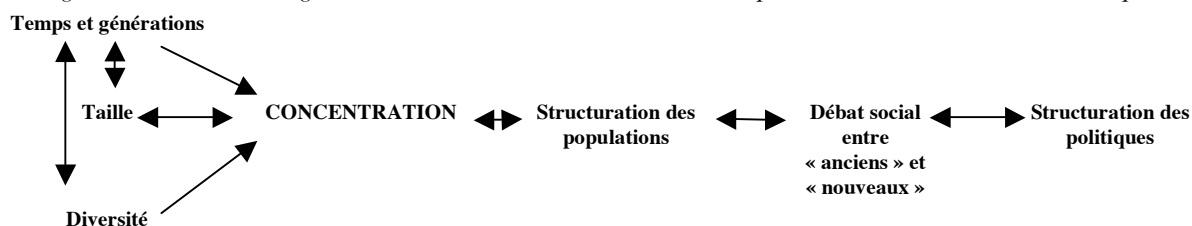
« Grands centres »

Pour penser ce que n'est pas un « grand centre », il faut d'abord penser ce qui fait le « grand centre » ...

Un « grand centre » en matière d'immigration est sans doute une localité qui réunit plusieurs caractéristiques :

- Une immigration ancrée dans le temps, comportant de nombreuses générations, diversifiée quant à ses origines et considérée comme consubstantielle à l'histoire du lieu : New York en est le proto type
- Une population nombreuse et un taux de néo-arrivants ou non-natifs toujours élevé et visible : Londres, Toronto, ... (exemples non exclusifs !)
- Des populations migrantes structurées en réseaux associatifs, familiaux, économiques identifiables et qui suscitent le *débat social* : Paris, Montréal, ...
- Des politiques publiques qui tiennent compte de cette diversité et produisent des actions et des structures *ad hoc* : parmi de nombreuses autres le cas de Liège (Echevinat, centres de recherche, institutions spécifiques, etc.) – il ne faut pas être une grande ville pour être un « grand centre d'immigration » ...

Un « grand centre » d'immigration est une localité urbaine attractive qui **CONCENTRE** ces caractéristiques



Hors des « grands centres » que des « petits centres » ?

Un espace qui n'est pas un « grand centre » d'immigration peut ainsi être défini comme une localité qui ne **CONCENTRE** pas en tout ou en partie ces caractéristiques.

On parlera donc d' :

- un lieu « peu » étendu
- une population de « petite » taille
- une faible densité de population, de services, de structures
- une certaine « homogénéité » des modes de vie locale...

Mais on constatera aussi que ces lieux sont également marqués par (Roques, 2007) :

- une dynamique culturelle, économique, politique particulière et locale identifiable
- une certaine typicalité, donc, un certain « enfermement » sur soi : construction des réalités à partir des éléments endogènes
- un rapport « étroit » entre les éléments environnementaux et les modes de vie, une tradition spécifique et un sentiment d'appartenir au lieu et à sa culture, une historicité particulière
- un fort degré de familiarité et de proximité des habitants
- une interdépendance importante entre habitants et un certain contrôle social
- le sens de la collectivité, mais aussi des conflits et antagonismes
- l'appropriation de l'espace, vigilance et réactivité par rapport aux « intrusions » étrangères
- l'appropriation de l'histoire locale, vigilance et réactivité par rapport aux changements culturels
- la présence de « noyaux durs centraux » parmi les résidents, une difficulté à les pénétrer pour les non-natifs...

A regarder de plus près, on constatera que si des caractéristiques « physiques » distinguent bien les « grands centres » et les autres, les caractéristiques « culturelles » des deux types de localités peuvent se croiser et se ressembler. Ainsi, l'ambiance culturelle des petites localités peut également se retrouver au sein des grosses entités, si l'on prend la peine d'observer le niveau des sous-unités comme le « quartier », par exemple, où inévitablement les habitants se situent.

Aussi, il semble judicieux de considérer la notion du « local » comme unité d'analyse quelque soit l'insertion de ce local au sein d'un gros ou d'un petit ensemble, et de comparer les « localités » concernées par les migrations et les autres.

Le local comme commun dénominateur entre grand et petit

Qu'est-ce le local ? Une localité ? Un *locus* ?

- un espace géographique et une population de petite dimension pouvant s'insérer dans d'autres systèmes géographiques et démographiques plus vastes proches (quartier < ville) ou éloignées (villages < région)
- une histoire particulière
- une dynamique culturelle, économique, politique précise
- une identité, une « communauté » sur base d'un établissement donné : les gens de X, les habitants d'Y

Le « local » est le niveau « micro » qui s'oppose ainsi au « global » et son niveau « macro » ...

Mais le local se distingue aussi du « transversal » qui peut aussi concerner un nombre limité d'individus reliés entre eux par des rapports divers plus ou moins forts. Mais le transversal transcende la règle de l'établissement ponctuel et ne constitue à proprement parler pas un « locus ». Il relie les personnes au-delà de leur localisation géographique.

Il existe des types de « localités » :

- communautés villageoises prises parfois comme un archétype idéal
- communautés urbaines :
 - o plus larges et denses
 - o plus d'ouvertes sur l'extérieur
 - o moins isolées
 - o plus hétérogènes, faites de vagues successives de migrants de toutes sortes (histoire des migrations internes et externes)
 - o marquées par une modernisation et des formes d'individualisation
 - o présentant un degré de spécialisation, de tension et de concurrence : des quartiers par niveaux socio-économiques, des structures, des services, ... où le semblant d'autarcie s'estompe.

La translation du local entre le rural et l'urbain

On connaît la continuité entre ces deux modèles de localisation à travers l'étude du *folk-urban continuum* : la transformation du « sujet traditionnel » en « individu moderne ». Ainsi, une recherche comparable d'Edgard Morin a concerné en France le village de Plodemet en Bretagne (1960). Mais les premières études dans ce domaine remontent à R. Redfield, anthropologue de l'Université de Chicago, qui combine les lignes directrices d'un fonctionnalisme évolutionniste avec une approche plus holistique, en les appliquant aux communautés rurales de la grande périphérie de Mexico. Une des études de Redfield, *Tepoztlàn, a mexican village* (1930), marque le début d'un intérêt soutenu pour la *peasant society*, une communauté rurale définissable par son traditionalisme, mais sur laquelle ne manque pas de peser l'influence économique et sociale de la ville. C'est ce que Redfield a appelé le folk-urban continuum. Il s'agit d'une tentative de modélisation du changement social sur une base linéaire et bipolaire où la ville (où vivent les Lados hispanisés et qui ont des coutumes européennes) est opposée à la campagne (où sont installés les Indios qui parlent une langue indigène et ont des coutumes indiennes).

Redfield remarque, parmi les groupes de campagnards, la prépondérance :

- des rapports sociaux directs et personnels
- des relations de parenté, de l'appartenance
- des conduites rituelles, du religieux
- des identités et statuts assignés
- du partage codifié, du contrôle social, de la vie communautaire, de l'homogénéité culturelle, ...

Mais ces petites communautés traditionnelles, à la lisière d'une grande ville en pleine expansion économique, vivent aussi une relation de dépendance par rapport à une métropole moderne, qui leur impose des modèles de comportement opposés, novateurs, concurrents, voire destructeurs :

- l'hétérogénéité culturelle
- la prépondérance de l'individu
- une communication impersonnelle et anonyme
- l'importance des identités et statuts acquis
- la valorisation du progrès, la sécularisation, la rupture rationalité/subjectivité, l'écrit
- le marchandage des valeurs, la réciprocité des intérêts, ...

Il existe une dimension économique dans le rapport rural-urbain : les paysans ne sont pas simplement agriculteurs, personnages exotiques, gardiens de la tradition ; ce sont surtout des travailleurs qui produisent pour un marché régi par l'offre et la demande et le développement de l'industrie. Ils sont l'objet d'une attraction qui gonfle les villes, une attraction qui influencera les paysans, candidats migrants, venus de plus en plus loin faire corps avec la ville. Ainsi, sur fond de domination économique, le changement social suit, selon Redfield, une évolution linéaire inéluctable tend vers la modernisation.

Nomadisme archaïque —————> Sédentarité paysanne —————> Exode rural —————> **Incorporation urbaine**

Toutefois, les analyses plus récentes, à la différence de ces approches évolutionnistes classiques, tentent d'articuler les notions de tradition et de modernité plus qu'elles ne les opposent : il existe une continuité entre les conduites « traditionnelles » et « modernes ». Des exemples de prémodernité dans les structures sociales actuelles et des exemples de modernité dans les institutions traditionnelles montrent le caractère complexe des relations entre ces notions et donc *des relations entre le local rural et le local urbain*. Ainsi, la vie de quartier (« le village dans la ville ») est une de ces survivances, importée dans une certaine mesure de la campagne à la ville. Aussi, l'émergence contiguë d'une tendance à la construction de super identités fédératrices (mondialisation, européanisation) (« la ville dans le monde ») et d'une tendance à l'éclatement des identités culturelles (régionales, ethniques, locales ...) témoigne de la combinaison des modèles « moderne » et « traditionnel » au sein d'une société « post-moderne » globale (« le monde est un village »).

Le village dans la ville —————> La ville dans le monde —————> Le monde est un village



La petite ville, le quartier, le *locus* est l'espace où les identités en fait globales, se vivent sur le mode du local (« *Agir global, penser local* » ...). L'immigrant (le nomade) est celui par lequel le démenti arrive : le véritable choc culturel ne se vit pas tant entre porteurs de cultures ethniques qu'entre porteurs de rapports différenciés à l'espace et à l'appartenance : à *qui appartient la ville ? aux nomades ou aux locaux ?* L'opposition renforce les caractères : les « locaux » (par exemple des travailleurs sociaux) se pensent plus locaux qu'il ne le sont en réalité et c'est pareil pour les « nomades » qui exacerbent leurs différences ...

Dans ce contexte, qu'est-ce qu'une petite ville ou un « petit centre » ?

Ni métropole, ni village. Ni tout à fait rurale, ni tout à fait urbaine, ... Réalité peu étudiée dans la littérature, encore moins s'agissant de l'intégration des migrants ... une petite ville ou une ville moyenne serait un espace d'habitation et de travail d'un seul tenant :

- une agglomération intermédiaire entre un gros village et une grande ville
- avec une population relativement faible
- une superficie également limitée
- avec des caractéristiques sociopolitiques, culturelles et économiques rappelant tantôt la grande ville, tantôt le village
- représenté en Europe par unité de gouvernance : la commune
- renvoyant potentiellement à un état d'esprit, une culture, des références particulières
- avec des rapports complexes avec ses voisines : concurrence, complémentarité, dépendance, ...

Notons que cette réalité n'est ni universelle ni homogène à travers le globe. Par ailleurs, l'appellation « petite ville » peut regrouper des réalités très diverses :

- En France, une ville doit compter minimum 2000 habitants. Au-delà de 20 000 habitants, la tendance est de considérer la ville comme moyenne ou grande.
- Au Japon, le seuil minimal pour être considérée comme ville est de 30 000 résidents
- Au Danemark seulement 250
- En Islande encore moins ...

En Belgique ?

En Belgique, l'appellation « ville » n'est pas liée à la taille de la population, mais à l'histoire de la localité, au degré d'autonomie acquis dans l'histoire ou à d'autres formes de reconnaissance politique et économique. Il existe 143 villes en Belgique sur un total de 589 communes (25 %) : 308 sont en Région flamande, 262 en Région wallonne et 19 en Région bruxelloise.

De ces villes, 111 ont moins de 50.000 habitants. Seulement 22 villes belges ont plus de 50 000 citoyens. Le pays qui compte plus de 10 millions de résidents a seulement 7 villes de plus de 100 000 habitants, la moyenne étant de 35 000. On compte 108 villes en dessous de cette moyenne (75 %).

Certaines communes ont le titre de ville, d'autres non. Au Moyen Age, les villes avaient des privilèges définis sur les villages environnants. Avec le renforcement du droit communal par le seigneur local, elles pouvaient par exemple organiser des foires annuelles, lever des droits de péages ou construire des fortifications. Sous l'occupation française de la Belgique, les privilèges ont été retirés et remplacés par un titre honorifique de ville (1793). Un certain nombre de villes perdirent leur titre de ville. Durant la période hollandaise, certaines récupérèrent leur titre. Le 30 mai 1851, 21 ans après la création du Royaume de Belgique, un arrêté royal parut et incluait la liste des villes à ce moment-là. Cette liste ne connut pas de changement pendant plus de 120 ans. Après la fusion des communes de 1977, certaines communes eurent l'occasion de demander le titre de ville sur base de données historiques (les villes qui eurent ce titre avant l'occupation française ou celles qui eurent un rôle important dans l'histoire) ou sur base de la fonction de centre urbain qu'elles remplissent aujourd'hui. Un nombre important de villes profitèrent de cette occasion entre 1982 et 2000 et reçurent le titre de ville par arrêté royal. Certaines poursuivent leurs tentatives encore aujourd'hui.

La plus petite ville de Belgique est Messines (Mesen) près d'Anvers avec seulement 988 habitants, la plus grosse étant Anvers elle-même (476 000 habitants). Il existe des communes qui ne sont pas considérées comme des « villes » qui peuvent totaliser plusieurs dizaines de milliers d'habitants.

Notre équipe a mené, depuis sa constitution en 1996, de nombreuses interventions auprès des travailleurs sociaux de plusieurs localités belges en vue d'améliorer le travail d'insertion des migrants. Une récente enquête (Manço et Gerstnerova, à paraître) a ainsi concerné 23 d'entre-elles. Elles comprennent de 3500 à 190 000 habitants (2008).

Dans cet ensemble, on compte 10 villes (**en gras**) et 13 communes :

- A une exception près, toutes les villes déclarent « avoir des initiatives dans le domaine de l'intégration des migrants »
- Quatre des 13 communes déclarent également ne pas avoir de telles actions
- La taille moyenne des villes qui sont actives dans le domaine est 41 000 habitants
- La moyenne de cet échantillon étant de 35 000 habitants.

Globalement, il semble judicieux de considérer qu'à l'échelle de la Belgique :

- les agglomérations belges de moins de 25 000 habitants comme des « petites villes ou communes »
- celles de 25 000 à 50 000 comme des « villes ou communes moyennes »
- celles de 50 000 à 100 000 comme des « grandes villes ou communes »
- et, enfin, celles de plus de 100 000 résidents comme des « métropoles ».

Brugelette	3500
Faimes	3600
Paliseul	5000
Perwez	8000
Malmédy	11 000
Blégny	13 000
Bastogne	14 000
Waremmé	14 000
Soumagne	16 000
Visé	17 000
Marche-en-Famenne	17 000
Herve	17 000
Huy	20 000
Chaufontaine	21 000
Gembloux	22 000
Tubize	23 000
Saint-Nicolas	23 000
Evere	35 000
Woluwe-Saint-Pierre	39 000
Ixelles	41 000
Etterbeek	43 000
Namur	110 000
Liège	190 000

Ainsi, en Belgique, l'observation portant sur les migrants en dehors des « grands centres » d'immigration devrait porter sur des localités :

- de moins de 50 000 habitants
- ayant rencontré relativement récemment des phénomènes migratoires, peu variés et de faible amplitude
- concernant des communautés encore peu structurées
- ayant peu ou pas développé un réseau institutionnel dédié à cette problématique

Selon cette définition, nos observations utiles seraient au nombre de 13 (en rouge) : voir la liste précédente.

Elles seront comparées aux observations réalisées dans les 10 autres communes de l'échantillon.

Méthode

- Interviews sur base d'un guide d'entretien en 2007 avec 16 communes
- Observations ponctuelles durant les années 2000 (récits de travailleurs sociaux, examen de rapports, ...) : 7 interventions
- Approche peu structurée et reconstruite en corpus *a posteriori*
- Sur base volontaire : total 23 localités

Problématiques des « petites et moyennes villes »

Emergence de nouveaux faits sociaux en lien avec les migrations :

- Dissolution des petites villes
- Satellitisation par rapport aux métropoles
- Délocalisations, absorption et disparition des industries familiales locales
- Colonisation par de nouveaux habitants métropolitains, parfois des pays limitrophes
- Hétérogénéisation, notamment avec l'immigration internationale
- Complexité des politiques accrue par l'hétérogénéisation des populations
- Résistances culturelles, émergence d'acteurs sociaux « conservateurs », élites issues des « grandes familles » défenseurs de patrimoine, des acteurs « centraux », reconstruction virtuelle du passé
- Isolement des nouveaux habitants, qui se referment à leur tour
- Tissu institutionnel non expérimenté sur ces questions
- Recherche d'équilibres, apparition d'acteurs de changement « marginaux » (associations « professionnelles » nouvelles)

Emergence de nouvelles questions dans ce contexte local problématique :

- en quoi l'immigration est une chance pour le local ?
- en quoi le local est une chance pour l'immigration ?
- quelles routes pour relier les localités et la globalité ?
- quelles routes pour relier les communautés spécifiques et la société locale ? (Tönnies)
- quels sont les rôles du migrant dans ces processus ?
- quels sont les rôles des communautés d'accueil ?
- quel accompagnement par le travail social ?

Les espaces de confrontation ou d'intégration des populations « autochtones » et « allochtones » sont moins variés que dans les contextes métropolitains :

- Le travail
- L'accès à la propriété ou au logement
- Les loisirs
- L'école

Les obstacles sont nombreux pour les nouveaux venus :

- peu de travail disponible, faible variété, « injonction d'être de là »
- peu de logements disponibles « injonction d'être de là » ou d'être parrainé
- champ des loisirs : culture implicite et mémoire/langue locale utilisée comme outil défensif filtrant
- offre scolaire limitée et ségrégation possible
- structures sociales limitées et non spécialisées

Emergences en Belgique des villes comme lieux d'expression de demandes liées aux spécificités culturelles et conditions de vie

Un processus vieux de 30 ans environ :

- désengagement progressif de l'Etat centraux d'un certain nombre de questions sociales
- création de structures locales spécifiques (CPAS, CRI, etc.)
- fédéralisation de la Belgique

Un rapide état des lieux montre qu'au niveau local, les politiques d'intégration et de gestion des diversités culturelles sont bien souvent insuffisantes et problématiques :

- Les décisions importantes se prennent à d'autres niveaux de pouvoir (régionale, national, européen) : articulation entre le global et le local est complexe
- Il existe une incitation à la coordination translocale, par exemple européenne
- Les gouvernances locales sont en demande d'outils pour concevoir des stratégies d'intégration des migrants (outils multiacteurs, multidisciplines, multicontextes)
- Les services publics sont dans un processus de qualité pour accroître leur efficacité et la satisfaction des administrés, des employés
- Certains services sont également aux prises avec des velléités de privatisation ou d'externalisation, de concurrences
- Les communes se trouvent coincées entre des injonctions de politiques d'intégration et d'antidiscrimination, d'une part, et de lutte contre les « clandestinités », d'autre part
- Les situations de terrain sont de plus en plus compliquées à gérer : diversité des publics (immigrants d'origines diverses, de statuts variés, de différents niveaux socioculturels et économiques, parlant ou non la langue de l'administration, etc.)

Les villes sont sous pression :

- L'Etat délègue de plus en plus de responsabilités aux communes ou elles sont de plus en plus dynamiques (pression par le haut)
- De plus en plus d'auteurs considèrent l'accueil et l'expression de la diversité, les actions de solidarité internationale, comme un renforcement la cohésion sociale (Wood et Landry, 2007)
- La pression par le bas est due à la présence d'une population migrante de plus en plus visible et revendicative (seconde générations, contentieux coloniaux, etc.)

Les réalisations observées en Belgique francophone :

- Les initiatives observées sont basiques :

- difficultés à mettre en oeuvre des actions
- difficultés de diagnostic et de définition de politiques
- Différences géographiques : Hainaut avec peu d'actions, malgré une population très diversifiée
- Manque de réseau des initiatives locales internes et externes à la Belgique

Exemples d'observations locales

En Belgique, le travail agricole saisonnier implique les communautés immigrées turque, africaine subsaharienne et marocaine installées dans les villes flamandes ou en Wallonie, mais une présence de petites communautés turques et palestiniennes dans différentes localités des Ardennes où existe une production forestière ou des carrières. Si on compte la présence d'anciens sites miniers en dehors des villes et l'installation plus récente de centres d'accueil de réfugiés dans les campagnes, la Belgique semble présenter une diffusion équilibrée de ses immigrants sur l'ensemble de son territoire. Ainsi, la présence d'investisseurs chinois ou turcs est appréciée dans les différentes localités, car elle permet de dynamiser le secteur de la restauration. Ceci est renforcé par la présence, dans la partie francophone du pays de familles de réfugiés accueillies dans des communes peu habituées à des publics d'origine étrangère, comme le cas des Albanais à Huy.

D'après S. Gsir (2004), la dispersion des réfugiés dans des centres d'accueil et villages ne va pas toujours sans mal. Les cas les plus positifs correspondent en général à des localités qui ne se sont pas opposées à l'installation d'un centre sur leur territoire, les réfugiés les plus récents, arrivant à peine de contrées en guerre dont on parle encore dans les médias étant les mieux accueillis. L'accueil réservé par la population aux réfugiés dépend encore de la taille de la localité et de la capacité du centre en termes de lits. Il est très difficile de concilier les centres de réfugiés et les habitants des villages environnants si le centre exerce un effet à la baisse sur le prix des maisons, d'autant plus qu'à la différence d'autres pays, les villages belges ne se vident pas de leur population bénéficiant de l'étendue modeste du pays, ainsi que de la densité de ses réseaux de routes ... Par ailleurs, certains villages dont la paroisse et/ou la vie associative sont particulièrement vivaces se montrent également plus accueillants. Si le mode d'organisation du centre de réfugiés est participatif, le lien à la communauté environnante se passe mieux.

D'autres observations montrent, dans le cas des Turcs installés de longue date dans des régions forestières de Wallonie, l'existence, à la campagne, d'une vie communautaire immigrée plus dense qu'en ville, cette vivacité allant dans certains cas de pair avec le développement de contacts avec la population rurale locale ...

On note également les difficultés des services sociaux et éducatifs peu entraînés à travailler avec des publics étrangers et non francophones, de même qu'un certain degré d'isolement de la population.

Des entretiens réalisés en 2003-2004, dans des entités comme Bastogne, indiquent que là où l'activité économique est limitée et le chômage répandu parmi les immigrants, la communauté semble s'investir dans l'entretien de son capital social pour assurer sa propre cohésion et sa survie culturelle. A ce niveau, la « reliance communautaire », la solidarité et la vie religieuse servent de vecteurs de cohésion sociale. Au sein de ces petites communautés turques, mais également dans bien d'autres contextes, le capital social est investi dans un lieu communautaire par excellence : la mosquée. La période durant laquelle on assiste à la création de mosquées et d'associations, et à leur investissement par des réseaux de soutien et d'échanges entre immigrés est également une période durant laquelle les familles perdent leur pouvoir économique, car les secteurs industriels censés les embaucher disparaissent.

La période allant de la fin des années 70 au début des années 90 correspond également, dans bien des localités, à la disparition des services et commerces donnant aux habitants le sentiment d'un abandon. Ainsi, à Visé, des interlocuteurs se souviendront de la fermeture du bureau de poste, de la mutuelle et de l'agence bancaire montrant bien que les services financiers quittent les quartiers devenus insolubles. Il ne reste plus à l'ex-ouvrier immigré que le constat de sa disqualification et de sa perte de légitimité à fouler le sol belge. Sans emploi stable, il perd son statut de « citoyen capacitair », parce qu'il est incapable de consommer ...

La réaction est donc d'investir le lien ethnique dont la caisse de dépôt ne sera autre que le lieu de culte ... (Parthoens *et al.*, 2005). Le même type d'observations est également possible auprès de migrants africains qualifiés de la région de Bruxelles (Manço, 2008). La manœuvre est salutaire pour certains, la situation de membre de minorité paupérisée ne laisse guère d'autres mécanismes de défense : sa communauté est un instrument de valorisation de soi. Ce constat est pourtant rarement réalisé par les structures communales qui en général admettent avec difficulté la coopération avec les associations de migrants.

A Blégny (Bolland et coll., 2006), plusieurs structures locales sont concernées par l'intégration des migrants. Un Centre Public d'Action Sociale (CPAS) y existe comme dans chaque commune belge. Celui-ci a pour mission d'assurer une aide matérielle, médicale ou psychologique aux personnes et aux familles. Le CPAS aide les candidats à l'asile à effectuer leurs différentes démarches visant à faire valoir leurs droits. La commune de Blégny offre par ailleurs, depuis 1995, un Plan Social Intégré (PSI) à ses habitants. Cette structure effectue un travail social particulier, auprès d'un public cible. Les personnes d'origine étrangère sont encadrées par un

ensemble de travailleurs sociaux. Le PSI dispose de locaux au sein desquels diverses activités sont proposées dans le cadre d'une pédagogie du projet. Des cours d'alphabétisation sont organisés afin d'enseigner le français aux personnes venues de l'étranger. Outre l'apprentissage de la langue, ces cours visent également à aider les différents participants à s'intégrer au sein de la population, ainsi qu'à les aider à se débrouiller dans la vie pratique. Diverses formations professionnelles, principalement manuelles, sont disponibles au sein de la commune. Les travailleurs sociaux ont pour objectif d'éviter la « ghettoïsation et mobiliser le désir d'intégration des familles immigrées », principalement turques. Le sentiment global des travailleurs sociaux semble être assez positif quant à la qualité de l'intégration et de l'accueil à Blégny, dans la mesure où le nombre d'immigrés reste peu important dans la commune. La population originaire de la première vague d'immigration européenne serait parfaitement intégrée à la population belge. Cela serait dû au fait qu'il s'agisse aujourd'hui de la troisième génération. Les témoins mettent également l'accent sur l'idée que les différences culturelles avec la population belge furent moins difficiles à gérer que pour la deuxième vague d'immigration (la communauté turque). La population issue de la troisième vague d'immigration (demandeurs d'asile) serait, quant à elle, caractérisée par une volonté d'intégration importante. Pour les intervenants, la précarité de leur situation administrative les pousserait à effectuer de nombreux efforts d'engagement au sein du tissu local. Ces personnes participeraient régulièrement aux différentes activités proposées par le CPAS et/ou par les écoles, ceci étant facilité par leur inactivité professionnelle. La majorité des difficultés quotidiennes seraient liées à la non-maîtrise de la langue française. Les intervenants rencontrés ont également mis en avant le bagage psychologique particulièrement difficile de ces candidats à l'asile. La qualité de l'intégration de la population d'origine turque semble plus compliquée à évaluer pour les intervenants. Ils parlent d'une intégration mitigée. Ils soulignent une série de compromis culturels délicats à opérer. Les différences culturelles importantes entre la « culture turque » et la « culture belge » conduiraient cette population à ne s'intégrer que partiellement. Par exemple, certains intervenants disent observer des niveaux d'intégration différents selon le genre. Les familles seraient partagées entre une vision occidentale de la femme et des traditions culturelles propres.

Discussion des résultats

On peut considérer que la taille de la population et la qualité de « ville » favorisent le développement d'activités visant les populations issues des migrations.

Les communes les plus actives connaissent également des difficultés économiques et une présence importante de migrants et demandeurs d'asile non européens. Les régions de Bruxelles et de Liège sont les mieux servies.

5 axes principaux d'initiatives sont constatés :

- Le renforcement de la cohésion sociale au sein de la population locale par la lutte contre les discriminations, au sens large, sur le marché du travail et dans la vie sociale
- Le soutien de commissions consultatives pour habitants dans le cadre de politiques de proximité
- L'animation socioculturelle des quartiers
- La coopération et les échanges entre régions européennes
- La solidarité internationale et l'aide au développement

Moyens mis en œuvre :

- L'écoute (enquêtes, médiation, campagnes)
- L'engagement de personnels issus de l'immigration
- Le dialogue et la rencontre (colloques, fêtes)
- Les partenariats locaux pour l'expression et l'animation (les plus nombreuses)
- La création de structures spécifiques (agence de location, centre de santé, etc.)
- Les partenariats et réseaux internationaux, jumelages, ... (échanges, moyens, visibilité)
- La coopération au développement surtout avec l'Afrique francophone (formation, infrastructures, échanges, dons) : une commune sur quatre
- L'établissement de conseils ou de comités consultatifs ou des assemblées de quartier pour la consultation et l'information
- Le développement des instances de pilotage des politiques (« Echevinat » à Liège)

Difficultés rencontrées :

- Les politiques communales sont tributaires des possibilités de financement qu'offrent les niveaux centraux de gouvernement
- Les capacités des acteurs semblent limitées
- Actions basiques, résultats « optimistes »
- Inégale distribution des actions selon les régions

Actions « locales » pour la cohésion sociale

Définition de l'action locale :

- à l'échelle d'un ou de plusieurs quartiers ou de la commune
- initiatives correspondant à des enjeux infrastructurels, éducatifs, sociaux, politiques, économiques, culturels, sanitaires, sécuritaires, etc.
- réponses aux besoins de prévention générale, de lutte contre la précarisation et l'exclusion, de soutien des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels
- visant la cohésion sociale, la correction des inégalités
- suscitant la participation sociale, un développement équitable et durable

Gouvernance de proximité :

- coordination d'acteurs locaux, de groupes sociaux et d'institutions pour atteindre des buts définis collectivement, dans des environnements donnés
- à travers une dynamique de concertation, l'anticipation des problèmes, crises ou conflits
- une connaissance proximale, en ligne directe, de ce que peuvent vivre les habitants, présence là où les choses se passent et au moment où elles se produisent
- développement de techniques de « prise directe » : décoder les sens qu'attribuent les habitants aux espaces, les usages qu'ils en font, etc.
- développement des « métiers de proximité », des acteurs assembleurs

Gouvernance locale des diversités :

- les ignorer, tenter de les gommer
- les polariser, en considérer certaines et oublier d'autres
- les valoriser dans leur ensemble

Modèles de gestion disponibles :

- « France républicaine »
- « Grande-Bretagne multiculturelle »
- Modèles intermédiaires comme en Belgique :
 - o mixage dans une même région comme en Wallonie : créations de structures spécifiques (Centres régionaux d'intégration des personnes étrangères) pour contribuer à l'homogénéisation
 - o différences Flandre, Wallonie et Bruxelles
 - o hétérogénéisation des politiques de diversité, malgré la prégnance d'une philosophie d'intégration dite « républicaine » ou assimilationniste
- Une proposition : « Valorisation des diversités » : initiatives visant à promouvoir les relations interculturelles et l'articulation des différences comme sources d'enrichissement et de complémentarité, dans divers champs relevant de l'action locale (Manço, 2008)

L'intégration et valorisation des migrants = développement des « compétences interculturelles » des systèmes de gouvernance (Manço, 2002) :

- compétences permettant aux publics hétérogènes de produire de la cohésion au-delà des diversités et grâce à la valorisation du potentiel créatif de ces diversités
- intégration de ces compétences au sein du fonctionnement des administrations et au cœur des pratiques des acteurs (*mainstreaming* de la diversité)
- connaissances et attitudes nouvelles face à la diversité
- méthodologies nouvelles capables de faire émerger durablement ce type de compétences au sein des structures

Exemple : sentiment d'appartenir à une communauté est nécessaire pour construire la cohésion sociale

- ce sentiment dépend du niveau de la « jouissance de la citoyenneté »
- il est plus difficile à générer pour les personnes issues de milieux migrants
- et nécessite donc certaines formes d'« actions positives »

Gouvernance interculturelle = une démarche participative, proactive et préventive pour :

- créer des espaces-temps de dialogue (ou de « frottement »)
- inclure des questions spécifiques aux minorités dans l'ordre du jour des actions publiques

- associer activement les membres des minorités au débat public
- mettre en place des structures permettant aux minorités d'exprimer leurs opinions dans les prises de décisions
- au niveau des « services », créer des espaces de concertation professionnelle, un décloisonnement :
 - o entre professionnels de secteurs différents (horizontal)
 - o entre professionnels et associations (diagonal)
 - o entre les professionnels, leurs publics et leur hiérarchie (vertical)
 - o entre villes partenaires (transversal)

Constats et recommandations :

- La gouvernance interculturelle n'apparaît pas d'elle-même, nécessite un investissement systématique
- L'encadrement interculturel est important tant au niveau des élus qu'au niveau des organes publics ou de la société civile
- Seuls les efforts combinés d'un ensemble d'institutions peuvent faire pencher la balance en faveur d'une gouvernance interculturelle
- Le développement des talents de leadership parmi les membres des minorités est également un objectif à poursuivre
- Le coaching des décideurs, la formation des acteurs sociaux, des agents relais, l'appui technique à la gestion participative
- La formation, la communication efficace, la médiation interculturelle, etc. comme outils à mobiliser
- Les réseaux (locaux et translocaux) des « bonnes pratiques »

Exemples d'actions : le global dans le local

Quand les mémoires particulières peuvent devenir unificatrices : *Malmedy* (Manço *et al.*, 2009)

La multiculturalité est une réalité ancrée à Malmedy à l'est de la Belgique. Les déséquilibres sociaux aussi. Les fermetures des tanneries, papeteries et laiteries qui, jadis, ont fait la fortune de cette petite localité à l'est de la Belgique, ont créé du chômage, surtout chez les jeunes. La nouvelle donne économique, depuis plus de deux décennies, a occasionné l'éclatement des espaces au sein de l'école et du marché du travail. Les liens entre ces institutions ont eux-mêmes connu une forte dérégulation. En conséquence, les processus de rencontre et de communication entre citoyens se sont aussi transformés. Certains Malmédiens que l'on peut qualifier d'« anciens » et « autochtones » pensent que les relations entre habitants sont plus conflictuelles que d'antan, ils identifient, en particulier, un « repli sur soi » chez des jeunes, notamment « d'origine étrangère ». Ce repli est sans doute à la mesure du sentiment d'envahissement et de rejet éprouvé par les « aborigènes », vis-à-vis des personnes « issues de l'immigration ». Face à ces constats et sans attendre que les ressentis deviennent violences, une coordination d'associations et d'organismes de Malmedy a lancé, en 2007, une réflexion collective et une action de fond ayant pour thème la construction locale de la cohésion sociale et culturelle.

L'objectif immédiat est de (re)socialiser les habitants de la localité pour les amener à se dire les éventuels conflits intériorisés, afin d'aider à les dépasser par la négociation interculturelle. Il s'agit, ensuite, de les remplacer par d'autres dynamiques sociales plus positives, telles que respect, entraide, échange et partage. Dans un temps ultérieur, enfin, l'intention de la coordination « Acteurs du dialogue à Malmedy » est de faire rayonner l'expérience vers les communes avoisinantes.

Dans ce cadre, la coordination a exprimé le besoin de bénéficier d'un pilotage méthodologique dans la mise en place des actions et recherches locales, ainsi que pour leur évaluation et modélisation.

Film de l'initiative :

- Négociation de la recherche-action-formation et de son accompagnement par les partenaires
- Constitution des équipes et cercles, initiation des premières rencontres comprenant une phase de transmissions théoriques (sur les thèmes de l'intégration sociale, de l'identité socioculturelle, de la communication interculturelle, etc.) et une phase de diagnostic des problématiques
- Lancement de recherches sociohistoriques avec des mises au point méthodologiques :
 - o Histoire de Malmedy
 - o Evolution de la population de Malmedy
 - o Evolution des rapports « locaux » - « étrangers »
 - o Evolution des institutions à Malmedy
 - o Evolution des paysages urbain et rural

- Transfert du premier au deuxième cercle : validation et choix d'un principe actif, « Regards croisés sur les histoires »
- Publicité : mobilisation du troisième cercle
- Constitution de trois « banques » de ressources :
 - o Faits historiques et actuels importants pour les Malmédiens de toute origine et symboles liés
 - o Malmédiens de toute origine pouvant commenter ces symboles
 - o Associations diverses, ressources institutionnelles et médiatiques à solliciter
 - o Appareillage des ressources pour un forum mettant « en scène » des dialogues et test des « séquences » de dialogue
- Réalisation du Forum interculturel de Malmedy (cycle de rencontres)
- Evaluation et comparaison avec d'autres actions
- Pérennisation et dissémination vers d'autres actions et/ou localités (« quatrième cercle »)

Le travail effectué à Malmedy a permis à l'ensemble des partenaires de développer collégialement un modèle d'action pour la cohésion sociale. Le programme défini en commun fut respecté, des ressources locales furent identifiées et agencées pour donner lieu à des réactions positives en termes d'intégration des populations de la localité. Dès le départ, plusieurs acteurs participants ont évoqué leur satisfaction de voir se mobiliser durablement une quantité significative de partenaires. Plusieurs ont avoué être entrés dans un processus de « dés-angoissement » par rapport à la diversité culturelle, grâce au projet. Le projet leur a donné des pistes concrètes à arpenter, des objectifs motivants et accessibles, de quoi dépasser un certain état dépressif et nihiliste : « rien n'est possible », « je ne sais pas par où commencer », ...

Le projet a permis des prises de conscience sur les vrais changements dans la société malmédienne et les véritables causes des difficultés de cohésion sociale ressenties. Les recherches historiques et la comparaison avec d'autres localités ont par ailleurs montré l'existence générale au sein des sociétés des difficultés d'intégration des diversités et les ressources estimables dont bénéficie Malmedy en cette matière. Une banque de ressources étant créée, elle servira dans de prochaines initiatives.

Non seulement un projet collectif a pu rallier des partenaires locaux assez nombreux, mais divers partenaires qui se sont fréquentés pour la première fois dans l'espace de ce projet ont commencé à réaliser des collaborations collatérales par binômes ... Les acteurs ont développé de nouvelles compétences organisationnelles, relationnelles et techniques, notamment en termes de méthodologie sociologique et en termes d'écriture et de présentation orale, bien que plusieurs choses restent à renforcer. Bien des acteurs ont changé leurs visions des uns des autres. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les participants du premier cercle ont commencé à développer des attitudes proactives et des prises d'initiative au bénéfice du projet.

L'ensemble des partenaires, en général, et la coordination, en particulier, sont désireux de poursuivre la collaboration pour renforcer notamment le lien aux « Vieux Malmédiens ». Ainsi, un pôle local spécialisé dans les démarches de mixité a été renforcé : la coordination a consolidé son espace de débat et d'échanges où l'on constate que nombre de problèmes se « résolvent » d'eux-mêmes dès lors que ceux qui en souffrent trouvent un lieu d'expression valide et une écoute sincère. Les participants du second cercle trouvent également un intérêt à l'approfondissement et à la pérennisation de l'expérience à Malmedy. Ils souhaitent publier les résultats de la démarche. Un programme pluri-annuel de « mini forums » (ou cycle de rencontres) est lancé, permettant d'approfondir chacun des sujets évoqués.

Le travail sur les axes d'investigation a eu un impact, les participants constatent une évolution dans sa manière de voir les choses. Prendre conscience des changements dans le temps et l'espace permet de contextualiser et relativiser. S'inspirer du passé, valoriser le présent, apporte un soulagement, une détente au niveau des relations sociales. L'exemple type est la prise en compte combinée des souffrances liées aux guerres civiles européennes – particulièrement douloureuse à cet endroit, d'une part, et celles liées aux guerres qui ont précipité en exil les réfugiés aujourd'hui présents dans la localité. Développer un savoir de manière interactive favorise la compréhension, la conscientisation et l'action commune. Par cette démarche de recherche-action, on se rend bien compte de l'importance des racines (*roots*) qui permettent un ressourcement, mais également des routes (*roads*) qui permettent d'aller vers les autres.

Selon les participants au projet qui se sont exprimés lors d'une séance d'évaluation, les facteurs de réussite de l'initiative sont :

- Les apports théoriques en sociologie et en psychologie dans une démarche de recherche scientifique à propos de la localité
- Les apports méthodologiques souples s'adaptant au travail local

- La position extérieure d'un coach qui empêche que l'un ou l'autre service ou personne prenne le leadership du réseau
- L'investissement sur le moyen terme, sans empressement
- La possibilité laissée à chaque partenaire de participer librement selon ses ressources et disponibilités
- La diversité malmédienne réellement présente dans le partenariat
- La valorisation professionnelle retirée de la participation à l'initiative
- La possibilité d'exprimer les tensions, la prise du recul quant aux freins et adjuvants de la situation local
- La mise en réseau avec d'autres projets similaires

Le local dans le global

Solidarité internationale des localités : *co-développement*

Les migrants peuvent jouer un rôle important dans le cadre des échanges nord-sud :

- Grâce aux compétences interculturelles développées lors de leurs trajectoires
- En rapprochant des peuples par l'instauration des dialogues et d'échanges
- Grâce aux transferts culturels
- Grâce aux transferts matériels
- Créant un effet de contagion dans le pays d'accueil
- Suscitant des questionnements sur le développement
- Offrant le symbole d'une citoyenneté transnationale et solidaire

Le co-développement est une forme de coopération au développement des pays du Sud, soutenue par des collectivités locales du Nord, dans un effort de partage et d'échanges impliquant, notamment, des groupes de migrants.

C'est l'interdépendance entre le Nord et le Sud à travers les liens créés par les migrants, gouvernements et instances privées autour de collaborations visant à contribuer au développement des pays d'origine des migrants et à la valorisation de ces derniers là où ils sont installés :

- Se réfère aux partenariats, essentiels pour des échanges équilibrés
- Concerne plus particulièrement la coopération internationale entre :
 - collectivités locales
 - associations de citoyens, d'immigrants ou de personnes issues de l'immigration
 - organisations professionnelles
 - entreprises
- Les migrants et les institutions nécessitent un soutien et un encadrement pour jouer leur rôle dans une vision ascendante du développement
- Ces initiatives, rendant une prospérité possible au Sud, elles peuvent s'avérer utiles pour endiguer des tendances migratoires inappropriées
- Elles permettent de développer une nouvelle mobilisation et conscience populaire dans le cadre des relations Nord/Sud – Est/Ouest
- Gamme de projets, allant de petites initiatives individuelles à des réalisations plus ambitieuses concernant :
 - les capacités économiques : création d'entreprises ou les transferts de fonds
 - les capacités sociales : citoyenneté participative dans les espaces d'origine et d'accueil
 - les capacités politiques : développement d'instruments d'éducation à la citoyenneté, au développement durable et aux migrations équitables, mais aussi des outils de gestion comme des agences de migrations

La *Belgique* est un pays qui compte une nombreuse population issue de l'immigration hors UE. Cette population est ancienne, structurée et compte de nombreuses associations. Aussi, les expériences de co-développement y semblent être également nombreuses, d'autant plus que les pouvoirs publics développent un discours favorable au sujet depuis la fin des années 90. Pourtant, les aides publiques en matière de co-développement sont assez rares et peu appropriées et les recherches sur le sujet sont débutantes.

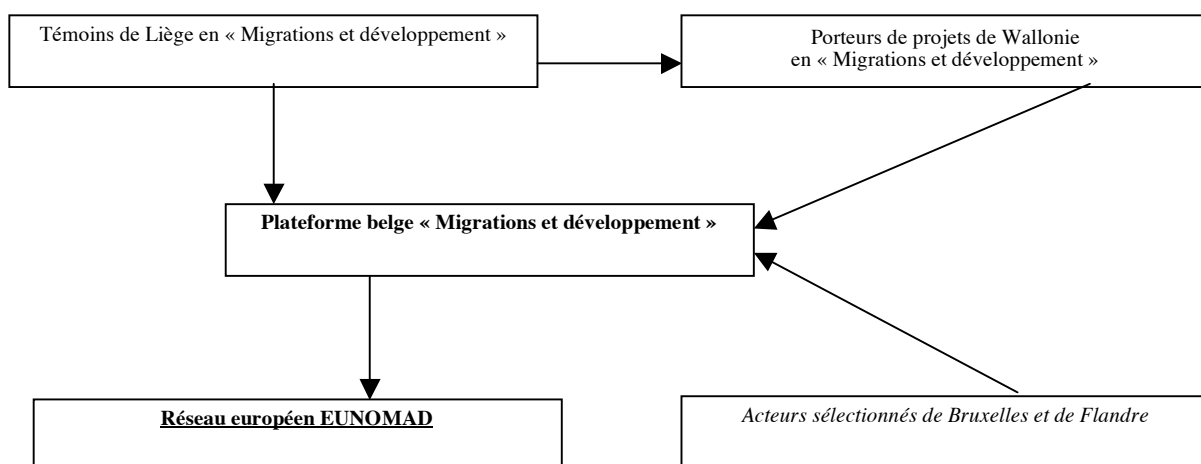
Les deux membres belges d'EUNOMAD, IRFAM et TRANSFAIREs proposent une contribution intégrée au projet et sont soutenus, notamment, par le gouvernement de la Région wallonne, partie fédérative au sud du pays.

La partie suivante propose la démarche des partenaires belges afin d'illustrer la question du « comment réaliser? » les tâches répertoriées plus haut.

Animation et renforcement de la plateforme belge

En fonction des partenariats et des soutiens locaux, la plateforme belge sera organisée en quatre étapes :

1. Création et animation d'un groupe local d'acteurs témoins à Liège (démarrage octobre 2008)
2. Appui méthodologique et analyse des pratiques d'un groupe de porteurs de projets de Wallonie soutenus pour leurs initiatives (démarrage novembre 2008)
3. Animation de la plateforme belge de « Migrations et développement » avec les premiers partenaires locaux et la participation d'acteurs sélectionnés des autres régions du pays (décembre 2008-novembre 2010)
4. Participation aux activités du réseau européen EUNOMAD à travers une délégation d'acteurs (décembre 2008-novembre 2010)



1. Création et animation d'un groupe local à Liège

Dès octobre 2008 s'est créé à Liège un « Groupe témoin d'acteurs de co-développement et d'intégration » sous l'égide de TRANSFAIRES. Ce projet cofinancé par la Région wallonne dans le cadre de l'appel à projet « Intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère et co-développement » a pour finalité de constituer le noyau de la Plateforme belge « Migrations et développement ».

Les objectifs de ce projet sont :

- Identifier les acteurs du milieu associatif liégeois et/ou individuels intéressés dans des actions de co-développement ;
- Connaître les pratiques tant individuelles que collectives ;
- Créer un espace de débat et de sensibilisation entre ces acteurs.

Ce projet vise de manière particulière les personnes immigrées de l'Afrique subsaharienne, y compris les primo-arrivant(e)s, les réfugiés reconnus, les demandeurs d'asile, avec une attention particulière aux femmes migrantes et personnes en précarité ou en recherche d'emploi, qu'elles soient constituées en association ou non. Le projet s'adresse aussi aux personnes immigrées du Maghreb, de la Turquie, de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est. Sont conviés également des responsables de la ville de Liège, du Centre Régional d'Intégration, de la Province de Liège et de la Région wallonne, ainsi que des universitaires, afin d'échanger et de partager les expériences et les pratiques de co-développement.

Les activités sont les suivantes :

- Création et consolidation d'un groupe témoin de 10 à 20 personnes ressources pour l'élaboration de la méthode d'identification des acteurs associatifs et/ou individuels de co-développement ;
- Création d'un répertoire d'autres acteurs pertinents ;
- Création d'un document décrivant les pratiques locales de co-développement ;
- Production d'une analyse collective sur ces pratiques ;
- Analyse de la littérature sur le sujet et notamment des productions associatives locales ;
- Proposition d'une définition du co-développement, d'une identification des problématiques et besoins du secteur ;
- Préparation et organisation d'une journée de réflexion pour présenter et valider ce travail devant un public liégeois plus large ;
- Préparation et organisation d'une « bourse aux projets et aux partenariats » dans notre matière à Liège ;
- Création et consolidation de liens avec des institutions ad hoc ;
- Recherche de pérennisation du groupe au-delà de mars 2009 ;
- Constitution d'une délégation pour la Plateforme belge et le Réseau EUNOMAD qui continuera ses travaux au-delà de mars 2009 ;
- Publication locale des travaux.

2. Appui méthodologique de porteurs de projets de Wallonie

Dès novembre 2008, L'équipe de l'IRFAM sera en charge de l'accompagnement méthodologique d'une vingtaine d'associations de migrants porteuses de projets de co-développement. Ces projets sont sélectionnés et soutenus par la Région wallonne. La tâche de l'IRFAM sera de rencontrer et d'apporter son aide méthodologique à ses acteurs, notamment en termes de *coaching* et d'évaluation. Ce travail est également cofinancé par la Région wallonne.

A la différence de l'étape de Liège où les participants viennent de divers horizons, dans ce processus, les associations à rencontrer sont sélectionnées et visitées parce que chargées justement de réaliser des projets de co-développement. Par ailleurs, elles sont de toutes les régions de la Wallonie et non seulement de Liège. La différence de méthodes et de zone entre les deux démarches est complémentaire et enrichissante.

Les associations ciblées concerneront les personnes issues de l'immigration originaire des pays extra-européens, notamment les personnes de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb. Les travailleurs sociaux et les responsables d'organismes chargés des questions liées à l'intégration des migrants et à la solidarité internationale seront également concernés.

L'accompagnement de ces porteurs de projet représente un grand intérêt pour la construction d'une plateforme belge de migrations et développement. Cette tâche de soutien et d'analyse permet, notamment :

- Un recensement des acteurs wallons réellement impliqués dans des actions concrètes d'intégration et de co-développement.
- Une définition plus explicite du concept à travers l'étude de leurs actions, ainsi qu'une réflexion quant aux critères d'appréciation et d'évaluation des projets menés en matière de co-développement.
- Le développement d'outils d'information et de méthodologies adaptés à leurs besoins.
- Le développement d'outils d'informations également pour intervenants sociaux de Wallonie travaillant avec des associations de migrants.
- Une plus grande interconnaissance entre associations.
- Une plus grande coopération entre associations de migrants et administrations ou structures wallonnes (dont les Centres Régionaux d'Intégration, les médias, etc.).
- Un travail de valorisation et de reconnaissance des compétences et des ressources des personnes issues de l'immigration à travers dialogues et rencontres autour des réalisations pour l'intégration et le co-développement.
- Une visibilité des actions entreprises.
- La production de recommandations à l'endroit des associations et des administrations.

Quels seront les moyens mis en œuvre pour tendre vers ces résultats ?

- La constitution et la réunion d'un comité de décideurs, d'experts et d'acteurs pour suivre l'initiative.
- La rencontre et l'interview à travers la Wallonie d'une vingtaine de responsables associatifs chargés de projets de co-développement selon une grille d'observation et d'identification de pratiques.
- L'analyse de ces observations portant sur l'identité des acteurs, sur la description et l'appréciation des pratiques, sur les problématiques et difficultés rencontrées, etc.
- L'analyse de la littérature scientifique sur le sujet.
- La préparation et l'organisation d'une « rencontre de validation » en mars 2009 à Verviers destinée aux acteurs wallons publics et associatifs en co-développement et où les résultats seront exposés et débattus.
- La production des actes de cette recherche et de cette rencontre sous la forme d'un guide méthodologique, d'un répertoire de pratiques et d'un recueil de recommandations.
- La diffusion de ce matériel.
- L'identification et fidélisation d'un groupe de porteurs de projets hors de l'échantillon afin de participer à la Plateforme belge et aux activités d'EUNOMAD.

3. Plateforme belge à proprement parler

Si les parties précédentes peuvent inspirer les pays membres d'EUNOMAD chargés de mener un travail approfondi, comme en Belgique, la partie présente peut, en revanche, servir de modèle pour les autres partenaires, plus nombreux, uniquement chargés d'initier une plateforme nationale.

La constitution et l'animation de la plateforme belge de « Migrations et développement » concerneront ainsi les premiers partenaires locaux de Liège et de Wallonie, plus largement, mais également d'autres acteurs sélectionnés des autres régions du pays en raison de la qualité de leurs réalisations en co-développement. Le travail s'étalera de décembre 2008 à novembre 2010.

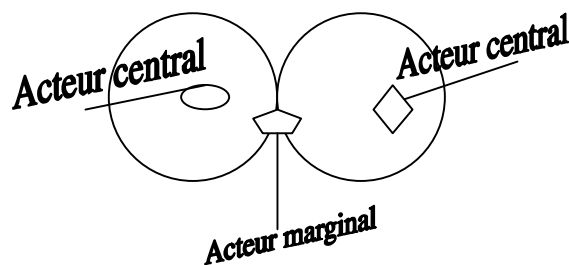
- Analyse de la littérature associative et des listes administratives afin d'identifier des acteurs dans les autres régions du pays.
- Sélection et rencontre de ces acteurs afin de les inviter la Plateforme belge « Migrations et développement ».
- Réalisations d'interviews sur les pratiques.
- Information et invitation de certains acteurs de Wallonie à la constitution de la plateforme belge.
- Constitution et réunion de la plateforme en veillant à varier les acteurs selon les régions et les types d'initiatives (inclure par exemple des acteurs non associatifs comme les entrepreneurs)
- Animation des rencontres de la Plateforme à Bruxelles afin de susciter une interconnaissance entre acteurs, des échanges avec des responsables administratifs et des experts, etc.
- Identifications de projets et de porteurs pertinents pour les travaux du réseau EUNOMAD.
- Analyse du matériel développé lors du processus.
- Préparation et organisation d'une rencontre de visibilité à Bruxelles.
- Diffusions des actes par des voies appropriées.

Au-delà des illustrations : recommandations méthodologiques pour une approche efficace du local

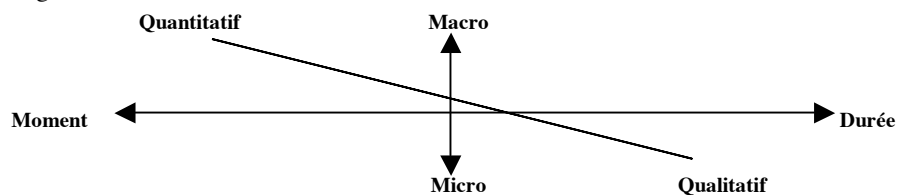
Le local = le local, le micro. Il ne peut être étudié avec les mêmes instruments que le global et le macro.

Il faut développer une « méthodologie du local » convenant aux contextes de vie des villes de petite taille :

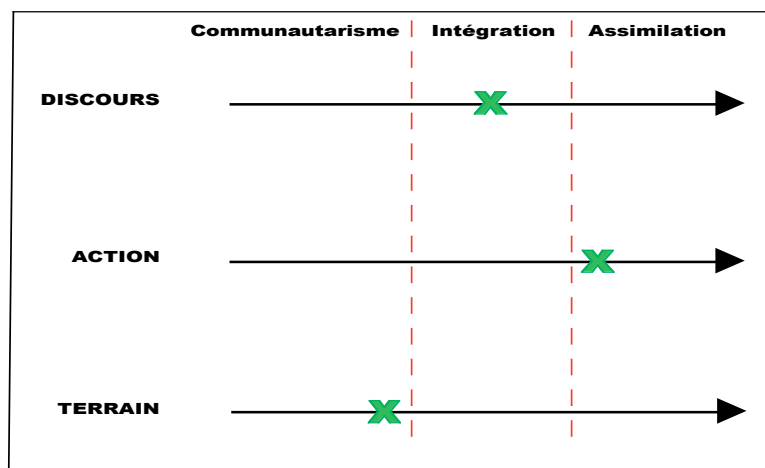
- il n'y a pas d'anonymat, les migrants, notamment sont fortement visibles, les habitants ont tendance à projeter sur les migrants l'imaginaire du paradis et de la pureté perdus et attendre plus d'eux qu'il ne le font en termes de « culture locale » ...
- interroger des témoins est rendu complexe, qui ? Où ? Comment ? Ces questions ne se règlent pas avec un échantillonnage au hasard, contrôler les témoins « centraux », les témoins « marginaux », etc.



- la densité des services, d'association est faible, on passe souvent par les mêmes personnes
- les structures sont généralistes, on perd la compréhension des « spécialistes » que l'on peut avoir dans une grande ville, mais évite l'atomisation par catégorie sociale des usagers des services, c'est « *la richesse du dénuement* ». On gagne en lecture globale et systémique. Exemple : l'association « Oasis » à Wiltz (Luxembourg) est le seul lieu de rencontre interculturelle et intergénérationnelle dans le nord du Grand Duché ; l'association « Couleur Café » de même pour les Cantons de l'Est. Ainsi, nombreuses sont les personnes de catégories très diverses qui s'y retrouvent. A Bruxelles, par contre, il existe des lieux différents par catégorie de jeunes, d'âges, etc.
- pour comprendre le local, il faut comprendre le translocal : les personnes sont en lien avec l'extérieur de la commune pour toute une série de besoins non rencontrés dans ce petit territoire (habiter à X, travailler à Y, jouer au foot à Z, ...). Les migrants en sont l'exemple type l'étude des réseaux gagne en pertinence, même si les « locaux » conservent encore le mythe de l'autosuffisance, de l'hermétisme et de la netteté des frontières du local ...
- il faut également abandonner le mythe de la standardisation : il est très difficile à standardiser tant les contextes sont très différents, même si on peut organiser la comparaison ou la confrontation des modèles, des principes d'action ...
- la recherche et l'action sont plus que jamais concomitants, les méthodes les plus participatives, impliquantes et diplomatiques semblent les plus appropriées ; elles ouvrent vers l'action, son évaluation et l'amélioration des services et dispositifs
- le matériel est donc davantage qualitatif que quantitatif, les échantillons plus significatifs que représentatifs, les indicateurs sont à apprécier dans le cadre d'un contexte de vie qui doit leur assigner un sens et non en tant que tels comme dans une approche quantitative (Exemple : le mariage mixte : indicateur d'intégration ou de rejet communautaire ?)
- le rapport au temps semble du coup plus prégnant que dans l'approche macro ou dans l'intervention au sein de grandes villes



- la multidimensionnalité est importante dans lecture micro ; l'approche systémique imposant d'étudier divers niveaux à la fois : ces niveaux peuvent être en décalage : un discours pour l'intégration, une réponse institutionnelle d'assimilation et des effets communautaristes comme résultat ...



- le besoin d'outils de recherche souple et légers qui, dès lors peuvent objectiver ce décalage : modèle de l'ethnologie ... diversifier les sources à confronter, multiplier les contacts avec les acteurs sur la durée, leur permette de se mettre « en récit ». Exemple : « *Life events* ». Raconter les moments/les événements charnières dans leur vie par rapport à :
 - o la migration
 - o l'installation dans la localité, le statut, le logement, le travail, ...
 - o le sentiment d'être de là ...

- le sentiment d'être aussi d'ailleurs ... et quand même d'être accepté ...
- le besoin d'outils de diagnostics : faire ressortir les acteurs marginaux, « ponts », les lieux de frottement, de tension, les enjeux sous-jacents, etc., bref les dynamiques, les frontières, les points de passage à investir, les rituels clé ... « *L'intégration, c'est se dire 'bonjour'* »
- le besoin de réduire le complexe pour l'efficacité des acteurs

Conclusions en termes de formation des acteurs

L'expérience de Malmedy, en comparaison avec quatre autres interventions locales de l'IRFAM en région wallonne, a, enfin, permis de conceptualiser un modèle d'intervention interactive pour la construction de la cohésion locale. Toutes les expériences interculturelles examinées sont des interventions dans des « petits milieux », soit des quartiers ou des banlieues urbains ou des bourgs semi-ruraux.

Les expériences relatées ont eu lieu entre 1987 et nos jours. Elles ont concerné des institutions publiques, des associations, des professionnels et des bénévoles, ainsi que des étudiants. Certaines furent très longues et intensives et d'autres brèves et ponctuelles. Elles ont donné lieu à de nombreuses réalisations et productions, ainsi que quelques publications référencées en annexe. Les effets principaux de ces interventions furent la formation d'acteurs locaux, la constitution ou la consolidation de services à la population, dans le cadre de partenariats regroupant divers groupes des localités investies. Les indicateurs de qualité constatés au sein de ces projets se vérifient également à Malmedy. Ainsi, un projet réussi semble correspondre à des travaux où l'intervention passe d'une dimension brève à une dimension longue, mais aussi d'une vitesse intensive à une vitesse lente ; le coach passe ainsi d'un statut de consultant à un statut de partenaire. Aussi, les acteurs locaux développent leur professionnalité à travers un processus de formation continue en situation. Ils acquièrent de nouvelles compétences et la localité produit de nouvelles ressources : acteurs formés, institutions réorientées, nouveaux réseaux, nouveaux services. Ces derniers sont créés à partir de démarches consultatives participatives. Les acteurs de terrain en processus d'accompagnement d'un premier projet deviennent les partenaires d'un second avec le développement d'actions communes. Dans le même temps, les publics évoluent aussi : les publics composés de travailleurs sociaux, d'étudiants et de bénévoles passent au statut de partenaires professionnels, voire de porteurs de projets. Ainsi s'accomplit un cycle de développement local.

D'autres observations sont intéressantes à analyser en rapport avec le caractère interculturel des interventions et la dimension géographique de petite taille des localités investies. Il apparaît que la dimension géographique n'a qu'une faible influence sur l'action et son issue. La densité de la population et des services, la présence ou non de certaines institutions, le degré de leur spécialisation, peuvent demander des ajustements, mais ne compliquent pas en soi l'action. Au contraire, le caractère « rural » d'une entité peut même faciliter l'intervention. Ainsi, les acteurs y sont en nombre limité, facilement identifiables, peu changeants, géographiquement proches et disponibles. Les petites communes en périphérie des villes sont, en Belgique, en général, plus aisées. On y rencontre d'ordinaire un degré de violence sociale relativement faible. Du reste, le caractère « généraliste » des institutions socio-éducatives de ce type de localités évite une forme d'académisme et peut devenir un facteur de créativité et d'innovation.

Le plus important semble de pouvoir imaginer l'action comme « locale », c'est-à-dire d'impliquer tous les locaux, tous les services de la localité, pour un travail d'appropriation de l'entité et des ses habitants. Il s'agit de valoriser les diverses ressources locales. C'est que l'intégration et la cohésion sociales se vivent et se construisent au niveau local et au quotidien. C'est dans un second temps que les réseaux inter-localités où comparer et échanger sur les interventions gagnent de l'intérêt pratique pour les intervenants. On relève aussi l'utilité d'au moins un centre d'expertise sur un territoire de la taille d'un arrondissement qui peut venir en soutien à des expériences de développement local.

Interventions de l'IRFAM pour la cohésion locale

Lieux	Années	Caractéristiques	Publics	Acteurs à part l'IRFAM	Type d'interventions	Produits	Effets	Publications
Cheratte	1987-2004	Banlieue industrielle	Migrants > Tous	Institutions publiques, associations (migrants), étudiants	Longue et intensive, polymorphe	Très nombr. réalisat. et diffus.	Formation d'acteurs devenus partenaires, constitution d'équipes, identification de thématiques, lieu d'expérimentation, collaborations permanentes	Parthoens et Manço, 2005
Vennes	1996-1998	Quartier urbain	Jeunes issus des migrati. et Belges âgés	Maison de jeunes, association 3 ^e âge	Brève et intensive, monographique, encadrement d'une réalisation	Article, film, animat.	Formation d'acteurs, explicitation des discours, prise de conscience des complémentarités et des difficultés > <i>arrêt des collaborations: quartier transformé par innovation</i>	Manço et Amoranitis, 1999
Florennes	2001 – Cont.	Commune semi-rurale	Demand. d'asile et habitants	Centre de réfugiés, institutions locales, bénévoles	Continue et discrète, conseil, animation	Confér., conseil, publicat.	Formation et soutien d'acteurs, identification de nouvelles ressources proches, création de nouveaux services, sensibilisation de certaines parties de la population, solidarité anciens-nouveaux demandeurs	<i>Diversités et Citoyennetés</i> , n° 15, 2008
Blégny	2003-2004	Commune semi-rurale	Migr. > Tous	Etudiants, Commune	Brève et légère, recherche, diffusion	Rapport, confér.	Information des acteurs et du public	Bolland, Dewandelaer, Manço, 2006
Malmedy	2007-2008	Commune semi-rurale	Tous	Institutions et associations locales, bénévoles	(Brève) et intensive, encadrement d'une réalisation	Aticle, product. intercul., diffusion	Formation d'acteurs, orientation vers de nouvelles stratégies d'actions, constitution de nouveaux partenariats, implication assez large de la population	Manço <i>et al.</i> , 2009

Références bibliographiques

- Rozenblat C. et Cicille P., Les villes européennes. Analyse comparative, UMR Espace CNRS 6012, Université de Montpellier III, 2002.
- Maço A. (éd.), *Valorisation des compétences et co-développement. Africain(e)s qualifié(e)s en immigration*, Paris, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles », 2008
- Bolland J., E. Dewandelaer, A. Maço, *Intégration des personnes issues de l'immigration à Blégny*, Rapport IRFAM, Liège, 2006.
- Diversités et citoyennetés*, n° 15, « Nouvelles migrations, risques et clandestinités – Florennes : regards d'intervenant(e)s », IRFAM, Liège, 2008.
- Maço A. et S. Amoranitis, « La 'délégation par abandon' dans les localités à forte population d'origine étrangère : analyses à partir d'une étude de cas à Liège », *Les Politiques sociales*, Mons, n° 3-4, p. 37-56, 1999.
- Maço A., *Compétences interculturelles des jeunes issus de l'immigration. Perspectives théoriques et pratiques*, Paris, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles », 2002.
- Maço A., *Processus identitaires et intégration. Approche psychosociale des jeunes issus de l'immigration*, Paris, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles », 2006.
- Parthoens Chr. et A. Maço, *De Zola à Atatürk : un village musulman en Wallonie. Cheratte-Visé*, Paris, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles », 2005.
- Roques J.-L., *Inclusion et exclusion dans les petites villes. Le rôle de la culture locale, de la mémoire et de l'école*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et entreprises », 2007.
- Roques J.-L., *La petite ville et ses jeunes*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et entreprises », 2004.
- Vatz Laaroussi M., « Les interventions interculturelles centrées sur l'histoire : enjeux pour la formation », J. Depireux et A. Maço (éds), *Formations d'adultes et interculturelité. Innovations en pays francophones*, Paris, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles », 2008.
- Maço A. et al., « A Malo Mundarum. Investigations locales pour la cohésion socioculturelle », Maço A. et al., *Antagonismes communautaires et dialogues interculturelles. Du constat des polarisations à la construction des cohésions*, Paris, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles », p. 197-228, 2009.
- Gsir S. et al., *Les Belges francophones face aux demandeurs d'asile*, Bruxelles, Academia Press, 2004.